

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX TRAVAIL PATRIE

RÉGION DU CENTRE

DÉPARTEMENT DU MFOUNDI

COMMUNE
D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDE IV

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DU PATRIMOINE DES AFFAIRES FONCIERES
ET DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

CENTRE REGION

MFOUNDI DIVISION

YAOUNDE IV DISTRICT COUNCIL

GÉNÉRAL SECRÉTARIAT

HERITAGE AND LAND AFFAIRS AND
PUBLIC CONTRACTS UNIT SERVICE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 03 /AONO/CA/Y4/ CIPM DU 18 / 03 /2026
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE
CINQ FORAGES EQUIPES DE PMH DANS CERTAINES LOCALITES DE LA
COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDE IV DEPARTEMENT DU
MFOUNDI REGION DU CENTRE

Financement : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC/ MINADER

1. Objet

Dans le cadre de l'exercice des compétences transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées, le Maire de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé IV, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de construction de cinq forages équipés de PMH dans certaines localités de la commune d'arrondissement de Yaoundé IV, Département du Mfoundi Région du centre.

A savoir les localités de Toutouli, Mimboman II, Minkan, Abome et Nkolo

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Étude et installation du chantier ;
- Foration ;
- Équipement, Développement et essai de pompage ;
- Analyse et traitement de l'eau ;
- Clôture.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont constitués en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **40 000 000 (quarante millions) FCFA**.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **03 (trois) mois** calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises ou groupement d'entreprise de droit camerounais justifiant des capacités juridiques, techniques et financières dans la réalisation des travaux qui en constituent l'objet.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, exercice 2026 de la République du Cameroun, sur leur ligne d'imputation budgétaire suivante :

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **800 000 (huit cent milles) FCFA** ; et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et doit être accompagnée d'un récépissé **timbré** de la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC) conformément aux prescriptions des points I et II de la Lettre Circulaire n°00019/LC/MINMAP du 05 Juin 2024. **L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.** Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Commune d'Arrondissement de Yaoundé IV (Service du Patrimoine, des Affaires foncières et des Marchés Publics au Bâtiment Principal) dès publication du présent avis. Il peut également être consulté sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la Commune d'Arrondissement de Yaoundé IV (Service du Patrimoine, des Affaires foncières et des Marchés Publics au Bâtiment Principal) dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **cent-mille (100 000) francs CFA**, payable à la Recette Municipale, basée à l'Hôtel de Ville de Yaoundé IV sise à Ekounou, au titre des frais de dossier.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **23/04/2026** à 13h. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 03 /AONO/CA/Y4/ CIPM DU 18 /03 /2026
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CINQ
FORAGES EQUIPES DE PMH DANS CERTAINES LOCALITES DE LA COMMUNE
D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDE IV DEPARTEMENT DU MFOUNDI REGION DU CENTRE

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps et consistera en l'ouverture des Offres administratives, des Offres techniques et des Offres financières.

Elle aura lieu le **23 AVR 2020** à 14 heures, heure locale par la Commission interne de Passation des Marchés auprès de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé 4^{ème}.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

a. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires dans le cadre de cet appel d'offres sont :

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- La non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier

Administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis,

- Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Le non-respect de 70% critères essentiels ; **(Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A) ;**
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières Années ;
- Du non-respect du format des fichiers ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence de possession en propre ou en location d'un matériels minimum (bétonnière...) **(Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A) ;**
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la Soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de l'attestation de catégorisation **(E, D, C, B et A) ou du récépissé de demande de catégorisation datant de moins de trois (03) mois ;**
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- La méthodologie ;
- Les preuves d'acceptation des conditions du marché (Cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP) .

Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché

b. Critères essentiels

Le système de notation des offres est le mode binaire (oui/non). L'évaluation des offres techniques se fera suivant les critères essentiels ci-après définies :

- La présentation de l'offre ;
- Les références du soumissionnaire (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;
- La capacité financière (le chiffre D'affaires, attestation de solvabilité financière). (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;
- La qualification et l'expérience du personnel (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;
- Les moyens logistiques (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 70% seront examinées.

Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service du Patrimoine des Affaires Foncières et des Marchés Publics (SPAF/MP) de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé IV bâtiment principal, téléphone 699 09 11 70.

19. Additif à l'appel d'offres

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent appel d'offres.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 18 03.

Ampliatiions :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Affichage
- -Chrono/Archive



Yaoundé, le... **13 MARS 2026**

Le MAIRE

Gabriel B. EFFILA
Maire de Yaoundé 4ème

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX TRAVAIL PATRIE

RÉGION DU CENTRE

DÉPARTEMENT DU MFOUNDI

COMMUNE

D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDÉ IV

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DU PATRIMOINE DES AFFAIRES FONCIERES
ET DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

CENTRE REGION

MFOUNDI DIVISION

YAOUNDE IV DISTRICT COUNCIL

GÉNÉRAL SECRÉTARIAT

HERITAGE AND LAND AFFAIRS AND
PUBLIC CONTRACTS UNIT SERVICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER EMERGENCY PROCEDURE
No 03 /ONIT/CA/Y4/IPC/18103 /2026 FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF
FIVE (05) BOREHOLES EQUIPPED WITH HAND PUMPS (PMH) IN CERTAIN
LOCALITIES OF YAOUNDÉ IV DISTRICT, MFOUNDI DIVISION, CENTRE REGION

Financing: Public Investment Budget (PIB) – MINADER, Financial Year 2026

1. Subject of the Invitation to Tender

Within the framework of the exercise of powers transferred to Decentralized Local Authorities, the Mayor of the Yaoundé IV District Council hereby launches an **Open National Invitation to Tender**, under **Emergency Procedure**, for the construction works of **five (05) boreholes equipped with hand pumps (PMH)** in certain localities of the Yaoundé IV District, Mfoundi Division, Centre Region. The concerned localities are: **Toutouli, Mimboman II, Minkan, Abome and Nkolo.**

2. Scope of Works

The works shall include, notably:

- Preliminary studies and site installation;
- Drilling works;
- Equipment, development and pumping test;
- Water analysis and treatment;
- Fencing of the boreholes.

3. Allotment

The works are grouped into **a single lot.**

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation, following preliminary studies, is **FCFA 40,000,000 (forty million francs CFA).**

5. Execution Deadline

The maximum execution period provided by the Contracting Authority for the completion of the works shall be **three (03) calendar months**, starting from the date of notification of the Service Order to commence works.

6. Participation and Origin

Participation in this Open National Invitation to Tender is open, under equal conditions, to all **Cameroonian enterprises or groups of enterprises** with proven legal, technical and financial capacities relevant to the execution of works of this nature.

7. Financing

The services which form the subject of this Invitation to Tender shall be financed by the **Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER)**, Financial Year 2026, on the following budgetary head:.....

8. Submission Method

The submission mode adopted for this tender is **online submission**.

9. Bid Bond

Each bidder shall include in its administrative file a **bid bond**, issued by a financial institution or body authorized by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in public procurement, the list of which appears in **Document No. 14 of the Tender File**. The amount of the bid bond is **FCFA 800,000 (eight hundred thousand francs CFA)** and it shall be valid for **thirty (30) days beyond the original deadline for the validity of bids**. It must be accompanied by a **stamped receipt issued by the Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC)**, in accordance with Sections I and II of **Circular Letter No. 00019/LC/MINMAP of 05 June 2024**. The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-category financial institution duly authorized by the Ministry of Finance shall result in the **outright rejection of the bid**. Any bid bond submitted that does not correspond to the present consultation shall be considered as absent. Any bid bond presented during the bid opening session shall be **inadmissible**.

10. Consultation of the Tender File

The Tender File may be consulted during working hours at the **Yaoundé IV Subdivision Council**, Department of Heritage, Land Affairs and Public Contracts (Main Building), upon publication of this notice. It may also be consulted on the **ARMP website: www.armp.cm**.

11. Acquisition of the Tender File

The Tender File may be obtained from the **Yaoundé IV Subdivision Council**, Department of Heritage, Land Affairs and Public Contracts (Main Building), upon publication of this notice, against payment of a **non-refundable sum of FCFA 100,000 (one hundred thousand francs CFA)**, payable at the **Municipal Revenue Office**, located at the Yaoundé IV City Hall in **Ekounou**, representing the cost of the tender file.

12. Submission of Bids

Bids shall be submitted **online via the COLEPS platform** no later than **23 AVR 2026** **2026 at 1:00 p.m.** A **backup copy** of the bid, recorded on a **USB flash drive or CD/DVD**, shall be submitted in a sealed envelope clearly marked **"Backup Copy"**, in addition to the following indication, within the prescribed deadline:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. 03 /ONIT/CA/Y4/ITB OF //2026 UNDER EMERGENCY PROCEDURE FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF FIVE (05) BOREHOLES EQUIPPED WITH HAND PUMPS (HP) IN SOME LOCALITIES OF THE YAOUNDÉ IV SUBDIVISION, MFOUNDI DIVISION, CENTRE REGION

"To be opened only during the bid opening session"

Size and Format of Files

The maximum file sizes for documents to be uploaded on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- **5 MB** for the Administrative Offer;
- **15 MB** for the Technical Offer;

Tél : +237 222 11 30 92/ 222 11 30 94

mairiedeyaounde4@hotmail.fr

BP : 17 783 Ydé-Cameroun

- **5 MB** for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- **PDF format** for textual documents;
- **JPEG format** for images.

Bidders are required to use compression software, where necessary, to reduce the size of files to be transmitted.

12. Admissibility of Bids

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a **Bid Bond** issued by a financial institution or body approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the models of documents in the Tender File, shall lead to the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond submitted but not related to the tender concerned shall be considered as absent. Any bid bond submitted during the bid opening session shall be inadmissible.

13. Opening of Bids

Bids shall be opened in **one phase** and shall consist of the opening of the **Administrative Offers, Technical Offers, and Financial Offers**. The bid opening session shall take place on **23 AVR 2026** at **2:00 p.m. local time**, by the **Internal Tenders Board** of the Yaoundé IV Subdivision Council. Only bidders or their duly mandated representatives may attend the bid opening session, even in the case of a joint venture. Under penalty of rejection, the required documents of the Administrative File must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Tender. Invitation to

They must be less than **three (03) months old** or issued after the date of signature of this Invitation to Tender. In case of absence or non-compliance of an administrative document during the bid opening session, the bidder shall be granted a **48-hour deadline** by the Commission to regularize; failing which, the bid shall be rejected.

14. Evaluation Criteria

The evaluation criteria are of two types: **eliminary criteria** and **essential criteria**. A criterion cannot be both eliminary and essential.

a. Eliminary Criteria

The eliminary criteria for this Invitation to Tender include:

- Absence of the bid bond at the bid opening session;
- Failure to submit, beyond the 48-hour deadline after bid opening, an administrative document judged non-compliant or absent;
- False declarations, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Failure to meet at least **70% of the essential criteria**
(Applicable to Category E enterprises with receipts issued less than three months ago and not applicable to enterprises holding Categorization Certificates D, C, B, or A);
- Absence of a sworn statement of non-abandonment of works during the last three (03) years;
- Non-compliance with file format requirements;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of ownership or lease of minimum required equipment (concrete mixer, etc.)
(Applicable to Category E enterprises with receipts issued less than three months ago);
- Absence of any component of the financial offer (Submission Letter, Unit Price Schedule, Detailed Cost Estimate);
- Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- Absence of a Categorization Certificate (E, D, C, B, or A) or a receipt for application for categorization issued less than three (03) months ago;
- Absence of the dated and signed commitment declaration to comply with environmental and social clauses;

- Inadequate methodology;
- Absence of proof of acceptance of the contract conditions, namely the **Special Administrative Conditions (CCAP)** and the **Special Technical Conditions (CCTP)**.

These criteria aim to assess compliance of the administrative documents, technical offer, and financial proposal with the requirements of the Tender File, for the purpose of contract award.

b. Essential Criteria

The evaluation system shall be based on the **binary mode (Yes/No)**.

The technical offers shall be evaluated according to the following essential criteria:

- Presentation of the offer;
- References of the bidder
(Applicable to Category E enterprises with receipts issued less than three months ago);
- Financial capacity (turnover, bank solvency certificate)
(Applicable to Category E enterprises with receipts issued less than three months ago);
- Qualification and experience of personnel
(Applicable to Category E enterprises with receipts issued less than three months ago);
- Logistics and equipment
(Applicable to Category E enterprises with receipts issued less than three months ago).

Only bidders whose technical offers obtain a percentage of “**Yes**” **equal to or greater than 70%** shall have their financial offers examined. The point-based scoring system is prohibited in favor of the **binary (Yes/No) evaluation method**.

15. Contract Award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose offer meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the **lowest responsive bid**, including any discounts offered.

16. Validity of Bids

Bidders shall remain bound by their offers for a period of **ninety (90) days** from the deadline initially set for submission of bids.

17. Additional Information

Further information may be obtained during working hours from the **Department of Heritage, Land Affairs and Public Contracts (SPAF/MP)** of the Yaoundé IV Subdivision Council, Main Building, Telephone: 699 09 11 70.

18. Addendum to the Invitation to Tender

The Contracting Authority reserves the right, if necessary, to make any useful subsequent modification to this Invitation to Tender.

19. Fight Against Corruption and Malpractice

For any denunciation of acts of corruption or malpractice, please contact:

- CONAC at 1517;
- Public Contracts Regulatory Authority (MINMAP) by SMS or call at (+237) 673 20 57 25 / 699 37 07 48;
- ARMP at 222 20 18 03.

Done at Yaounde, on 13 MARS 2026

THE MAYOR

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Chairperson, ITB
- Notice Board
- Archives